

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

contact: cnpe.mali@afribonemali.net

Site : www.instat.gov.ml

tél. : (223) 20 22 24 55 / (223) 20 22 48 73 fax : (223) 20 22 71 45

BP 12 Bamako

NOTE DE CONJONCTURE

2^{ème} trimestre 2012

A la fin du 2^{ème} trimestre 2012, la reprise de l'activité mondiale amorcée au cours du trimestre précédent s'est quelque peu estompée. Les prévisions de croissance de la production mondiale de l'année 2012 ont été revues à la baisse. De même, les cours du pétrole sont attendus en baisse de 2,1% en fin 2012 et ceux des produits hors combustibles de 12,0%.

Au Mali, l'analyse de l'évolution de la conjoncture économique au cours du 2^{ème} trimestre laisse entrevoir une baisse de l'activité économique avec une inflation en glissement annuel qui atteint 8,2% en rapport avec la mauvaise campagne agricole de 2011. Cette situation est aggravée par un ralentissement des activités économiques en lien avec les conséquences de la crise sociopolitique et sécuritaire sur plusieurs branches d'activités notamment l'industrie, le tourisme, l'artisanat et les BTP. Ainsi, au niveau de l'hôtellerie, 208 personnes ont perdu leur emploi et 739 personnes sont en chômage technique au cours du 1^{er} semestre 2012. Aussi, la chute continue du cours du coton suscite quelques inquiétudes. Toutefois, la situation est moins éprouvante en matière de sécurité alimentaire compte tenu des efforts déployés par le gouvernement avec l'octroi d'exonération sur les importations de riz. Malgré ces exonérations, les recettes fiscales sont ressorties en hausse grâce à la bonne tenue de la production d'or

Les perspectives portent espoir au regard du bon déroulement de la campagne agricole en cours et de l'apaisement du climat sociopolitique.

ABREVIATIONS ET CONVENTIONS

SIGLES	INTITULES COMPLETS
AFRISTAT	Observatoire Économique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
INSTAT	Institut National de la Statistique
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
IHPI	Indice Harmonisé de la Production Industrielle
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
CMDT	Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
SUKALA	Société Sucrière du Kala
PARI	Programme d'Appui Régional à l'Intégration
F CFA	Franc des Communautés Financières d'Afrique
\$ E-U	Dollar des Etats-Unis
PNG	Position Nette du Gouvernement
ONAP	Office National de Produits Pétroliers

UNITES DE MESURE	VALEURS CONVENTIONNELLES
-------------------------	---------------------------------

Baril	Vaut 158,987 litres
Livre	Vaut 453,592 grammes
Once	Vaut 28,349 grammes

SIGNES CONVENTIONNELS

cvs	Corrigé des Variations Saisonnières
,	Sépare les unités des fractions décimales
Janv-95	Janvier 1995 (Idem pour les autres mois, mutatis mutandis)
T1-95	Premier trimestre 1995 (Idem pour les autres trimestres)
%	Pour cent

La note de conjoncture analyse l'activité économique au Mali à partir de facteurs endogènes et exogènes ayant eu un impact sur son évolution.

Les analyses développées dans la note ont trait à l'évolution des variables comme la production, les prix, le commerce extérieur, les recettes et dépenses publiques, la monnaie et l'emploi. La note de conjoncture analyse aussi l'évolution des cours mondiaux des principaux produits d'exportation (or et coton) et d'importation (pétrole, riz, maïs, blé, huile...).

Présentation :

Malgré, une amélioration timide au cours du 1^{er} trimestre 2012, il a été observé une légère détérioration de la conjoncture économique internationale à la fin du 2^{ème} trimestre 2012. Les tensions sur les marchés financiers, l'instabilité économique en zone euro liée à la crise de la dette et le niveau toujours élevé du chômage aux Etats-Unis constitueraient les principales causes. Les prix des principales matières premières subissent en partie les impacts négatifs de la morosité de l'activité économique mondiale. En effet, les cours mondiaux de la plupart des matières premières qui affichaient une évolution vers le haut se sont repliés à la fin du 2^{ème} trimestre 2012.

Au plan national, la conjoncture économique a été surtout marquée par les conséquences néfastes de la crise socio politique et sécuritaire au cours du 2^{ème} trimestre 2012. En effet, malgré une campagne agricole 2012/2013 qui s'annonce de façon satisfaisante, l'activité économique a été affectée par une remontée de l'inflation liée en partie à la forte augmentation des prix des céréales et une baisse de la production industrielle en relation principalement avec une réduction des commandes. Quant à l'encours du crédit à l'économie, il recule légèrement à cause de la morosité des affaires. En outre, la crise sécuritaire a porté un coup dur au secteur du tourisme et de l'hôtellerie. Ce qui s'est traduit par la fermeture d'un nombre important de structures hôtelières sans compter la baisse du chiffre d'affaires de l'artisanat, les pertes d'emplois qui en résultent et les manques à gagner en matière d'impôts et taxes au niveau des finances publiques. Le secteur des BTP en pâtit également à cause d'une réduction considérable de l'investissement public. En dépit de ces inquiétudes, on note une hausse des recettes de l'Etat avec une amélioration du solde commercial ainsi que la bonne tenue du secteur des télécommunications.

1- Campagne agricole

La campagne agricole 2012/2013 se déroule de façon satisfaisante au regard de la quantité de pluies enregistrée à la fin de la 2^{ème} décennie du mois d'août 2012. En effet, la quantité de pluies recueillie est, au niveau de toutes les régions, supérieure à celle de la campagne précédente et à la moyenne des seize dernières années (1996 à 2011). Ce qui pourrait présager des bonnes récoltes à la fin de la campagne en cours.

2- Prix

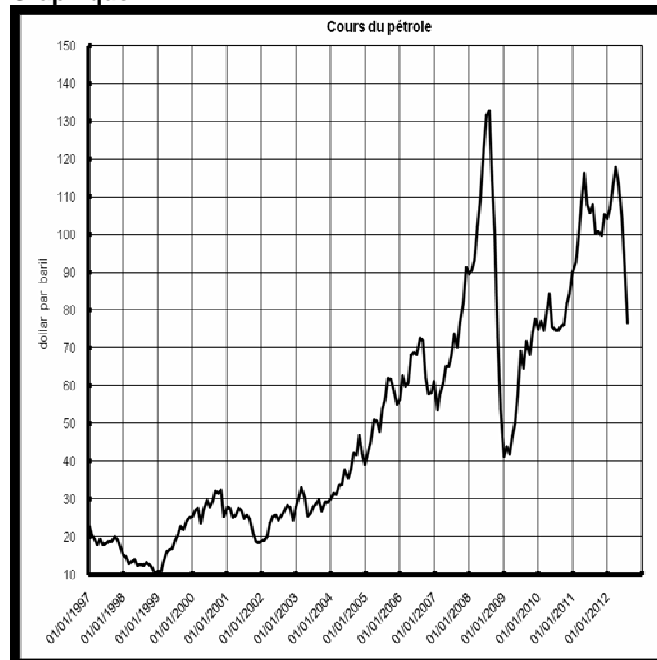
a- Les cours internationaux

Contrairement au 1^{er} trimestre 2012, les prix des matières premières ont globalement réplé au 2^{ème} trimestre 2012 en relation avec la reprise timide de l'activité économique mondiale.

➤ Le pétrole

Après la hausse durant le 1^{er} trimestre 2012, le cours mondial du brut a fléchi de façon progressive au cours du 2^{ème} trimestre 2012. En effet, le cours moyen du pétrole abaissé de **8,6%** en dollar et de **6,7%** en FCFA. La baisse s'expliquerait par une hausse de la production en Arabie Saoudite et dans d'autres grands pays exportateurs alors que la demande mondiale se dégrade.

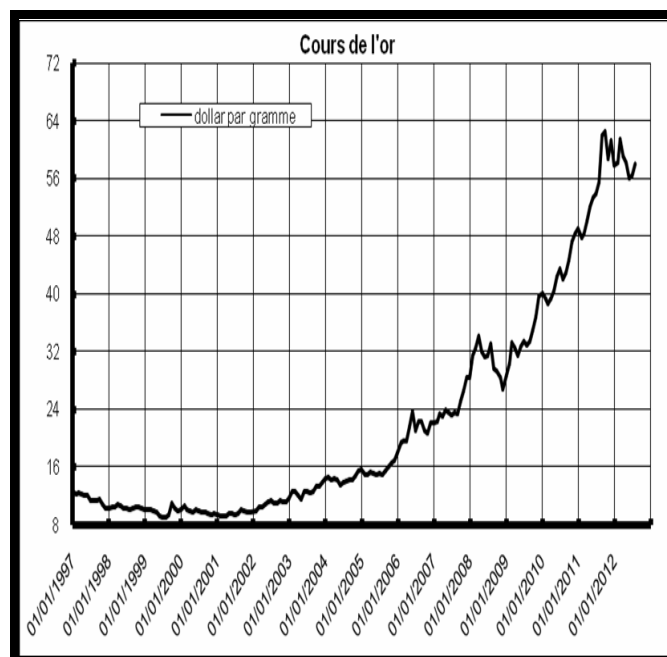
Graphique 1 :



➤ L'or

Tout comme le pétrole, le prix de l'or était en baisse au mois d'avril et mai 2012 pour remonter en juin et juillet 2012. Ce qui a conduit à un reflux de **4,6%** du cours de l'or en dollar au 2^{ème} trimestre par rapport au trimestre précédent. Par rapport, au même trimestre de 2011, le prix de l'or en dollar s'est maintenu avec une hausse de **7,0%**. Les incertitudes liées à la morosité de la conjoncture économique internationale expliqueraient en partie cette hausse.

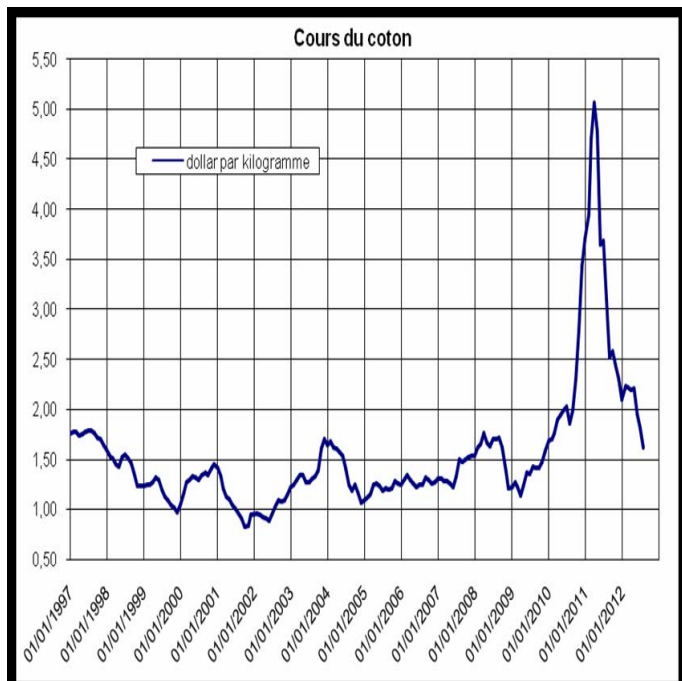
Graphique 2 :



➤ Le coton

Le cours du coton serait dans la tourmente à cause d'un excès d'offre sur le marché mondial. Parallèlement les prévisions du ralentissement de l'activité économique internationale laissent envisager une baisse de la demande industrielle. Ce qui grossirait davantage les stocks mondiaux. Au 2^{ème} trimestre 2012, le cours du coton en dollar s'est déprécié de plus de la moitié par rapport à la même période en 2011. Par rapport au 1^{er} trimestre 2012, la baisse est de **10,1%**.

Graphique 3:



➤ **Cours des produits alimentaires**

Les cours mondiaux des produits alimentaires se sont inscrits à la baisse au 2^{ème} trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent à l'exception du riz qui enregistre une hausse de **5,1%**. En effet, le prix du maïs en dollar a baissé de **2,3%** tandis que celui du sucre s'est replié de **10,8%** du fait probablement de l'abondance de l'offre sur le marché mondial. Par rapport au 2^{ème} trimestre 2011, les cours du maïs et du sucre reculent respectivement de **13,6%** et de **10,5%**. Quant au cours du riz en dollar, il est en forte hausse de **30,4%** sur la même période en relation avec le niveau des stocks mondiaux qui demeure faible et d'une demande qui ne cesse de croître.

➤ **Le pouvoir d'achat pétrolier de l'or et du coton**

L'évolution du pouvoir d'achat pétrolier de l'or et de celui du coton constitue un indicateur assez significatif de l'évolution des termes de l'échange au niveau du Mali. Ces deux produits représentant l'essentiel de nos exportations, l'évolution de leur prix est mise en parallèle avec l'évolution des cours du pétrole. Ce dernier constituant une part très importante des importations.

Durant le 2^{ème} trimestre 2012, le pouvoir d'achat pétrolier du coton a baissé en moyenne de l'ordre de **5,0%** par rapport au trimestre précédent et par rapport au 2^{ème} trimestre 2011 du fait que le prix du coton a baissé dans une proportion plus importante que celle du pétrole. S'agissant du pouvoir d'achat pétrolier de l'or, il a progressé de **5,1%** par rapport au 1^{er} trimestre 2012 et de **15,1%** par rapport au 2^{ème} trimestre 2011. La hausse s'explique par le maintien du cours de l'or à un niveau élevé alors que celui du pétrole demeure volatile.

b- Les prix à la consommation

b-1 L'indice des prix à la consommation

En variation mensuelle, le niveau de l'indice des prix à la consommation s'est inscrit à la hausse depuis le début de l'année 2012 avant de baisser au mois juillet 2012 malgré la période de soudure. Le recul observé vers la fin du 2^{ème} trimestre 2012 est imputable au repli des prix des céréales non transformées notamment des variétés de riz importés du fait principalement de l'exonération accordée. Ainsi l'indice a

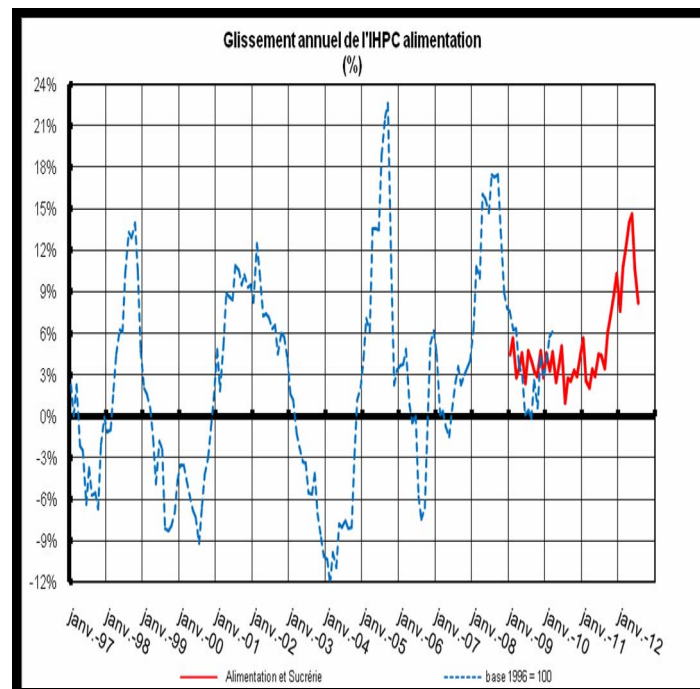
varié de : **+1,1%** en avril, **+1,5%** en mai, **+0,2%** en juin et **-0,3%** en juillet 2012.

Il en est de même en glissement annuel. En effet, l'indice a progressé de façon régulière depuis le début de l'année 2012. La hausse est moins forte en juin et juillet 2012. La variation est passée de **+6,1%** en février à **8,2%** en mai avant de retomber à **+6,5%** et **+5,1%** respectivement en juin et juillet 2012. Ce qui revient à dire que le 2^{ème} trimestre 2012 a été marqué par la persistance de la tension inflationniste. La poussée de l'indice vers le haut est imprimée en partie par la hausse de **28,1%** des prix des céréales non transformées. L'augmentation de **7,9%** de la composante « hôtels et restaurants » le redressement de 3,2% de la fonction « articles d'habillement et chaussures » ainsi que la remontée de 2,1% des carburants et lubrifiants ont contribué à la hausse.

A fin juillet 2012, le taux d'inflation en glissement annuel est apparu moins élevé en lien avec l'exonération accordée à l'importation de riz pendant quelques mois. Ainsi, les prix des céréales non transformées ont augmenté de **18,8%**.

Le taux d'inflation, un des indicateurs de convergence de l'UEMOA affiche une tendance haussière du fait essentiellement des conséquences de la baisse de la production céréalière. Il est de **3,8%** à fin mars 2012, de **4,9%** à fin juin 2012 et de **5,1%** à fin juillet 2012.

Graphique 4:



b-2 Les produits pétroliers et le gaz

- **Les prix fournisseurs**

Tableau 1 : Evolution des prix fournisseurs des produits pétroliers par axe en FCFA / Litre

	Trimestres	Super carburant	Pétrole Lampant	Gasoil	DDO	Fuel-oil	Jet A1
Axe Abidjan (OANDO)	2T2012	447,5	433,0	442,0	458,8	364,0	433,0
	1T2012	400,8	431,8	435,3	451,1	345,4	426,3
	Var. %	11,7	0,3	1,5	1,7	5,4	1,6
Axe Dakar et autres axes	2T2012	445,6	436,7	457,0	464,2	369,5	436,7
	1T2012	398,9	435,5	450,2	456,5	350,9	429,9
	Var. %	11,7	0,3	1,5	1,7	5,3	1,6

Source : ONAP

var = variation

Tout comme au trimestre précédent, les prix fournisseurs sont en hausse au 2^{ème} trimestre 2012. En effet, les prix fournisseurs moyens des produits pétroliers ont subi une poussée vers le haut sur tous les axes d'approvisionnement avec un taux de progression qui oscille entre **0,3%** et **11,7%**. Cette évolution des prix révèle l'augmentation des cours mondiaux.

Toutefois, en matière d'approvisionnement en produits pétroliers, l'axe « Côte d'Ivoire - Mali » demeure le plus avantageux en termes de prix de revient à l'exception du supercarburant.

- Les prix plafond

Par rapport au 1^{er} trimestre 2012, les prix moyens à la pompe des produits pétroliers sont en hausse de **9,0 à 10,0 FCFA par litre** selon le produit. Cette augmentation est intervenue aux mois de mai et juin 2012, suite à des décisions de la commission de fixation des prix des produits pétroliers.

S'agissant du prix non subventionné du kilogramme de gaz Butane, il a progressé 16,0 FCFA contre **62,8 FCFA** au 1^{er} trimestre 2012. La hausse pourrait être liée à l'augmentation de la consommation du gaz butane. Ce qui conduirait à une révision à la hausse du prix subventionné du kilogramme du produit dans les mois à venir du fait que la subvention accordée pèse lourd sur les finances publiques.

3- La production industrielle

a- L'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI)

Au cours du 2^{ème} trimestre 2012, l'indice harmonisé de la production industrielle est en recul de **31,1%** et de **2,1%** respectivement par rapport au trimestre précédent et par rapport au 2^{ème} trimestre 2011. La principale raison évoquée est la baisse du niveau des commandes.

➤ Par rapport au 1^{er} trimestre 2012

Le repli du niveau de l'indice de **31,1%** dû en partie à l'effet saisonnier induit par la baisse de **83,3%** des activités d'égrenage durant le 2^{ème} trimestre qui est consacré essentiellement aux préparatifs de la culture de coton. A cela, il faudrait ajouter, le recul de **15,1%** enregistré par les industries extractives ainsi que les reflux de **8,0%** et **26,9%** des industries métalliques et de la fabrication de machines et de matériels électriques.

➤ Par rapport au 2^{ème} trimestre 2011

Le niveau général de l'indice a fléchi de **2,1%** du fait de principalement de la baisse de **20,8%** et **4,7%** enregistrée respectivement par les industries extractives et les industries agro-alimentaires et tabac. D'autres branches industrielles non moins importantes ont également replié. Il s'agit de : la branche « électricité, gaz et eau » (**-5,0%**), les industries métalliques (**-2,8%**), la branche « fabrication de machine et matériels électriques » (**-16,5%**) et les industries « bois et meubles » (**-27,5%**).

Quant au niveau de l'indice de la production manufacturière, il apparaît stable par rapport au 1^{er} trimestre 2012. Par rapport au 2^{ème} trimestre 2011, la production manufacturière affiche une baisse de **5,1%** malgré la hausse de **14,0%** enregistrée par les industries « pétrolière, chimique et caoutchouc, plastique ». Le recul est dû essentiellement aux branches : « fabrication des produits alimentaires » (**-6,4%**), « métallurgie et fonderie » (**-13,8%**), « fabrication de machines et matériels électriques » (**-16,5%**) et « fabrication de textile » (**-15,5%**).

S'agissant de la production moderne d'or, elle a augmenté de **4,0%** par rapport au trimestre précédent et de **15,1%** par rapport au 2^{ème} trimestre 2011 du fait probablement de l'ouverture de nouvelles mines d'or.

b-L'opinion des industriels sur leur activité

L'enquête d'opinion auprès des chefs d'entreprises industrielles (à l'exception des entreprises minières) donne les résultats suivants : par rapport au trimestre précédent, **44,0%** des répondants affirment avoir diminué leur production contre **31,0%** dont les productions ont augmenté et **25,0%** évoque une stabilité de leur production. La majorité des entreprises ayant diminué leur production se situe dans les branches « textile et cuir », « pétrolière, chimique, caoutchouc et plastique », « métallique ». Les raisons principales sont : la baisse des commandes pour **44,0%** des entreprises, l'insuffisance de matières premières pour 16,0% des entreprises et l'insuffisance de main d'œuvre pour également **16,0%** des entreprises.

b-1 Sur l'utilisation de leur capacité de production

- **42,3%** affirment avoir utilisé entre 50% et 75% de leur capacité de production (en majorité la branche agro-alimentaire et tabac, la branche papier, carton et édition, imprimerie ainsi la branche métallique) ;
- **26,9%** affirment avoir utilisé moins de 50% de leur capacité de production (majoritairement la branche pétrolière, chimique et caoutchouc, plastique ainsi que la branche bois et meubles) ;
- **30,8%** affirment avoir utilisé plus de 75% de leur capacité de production (surtout la branche électricité, eau et gaz).

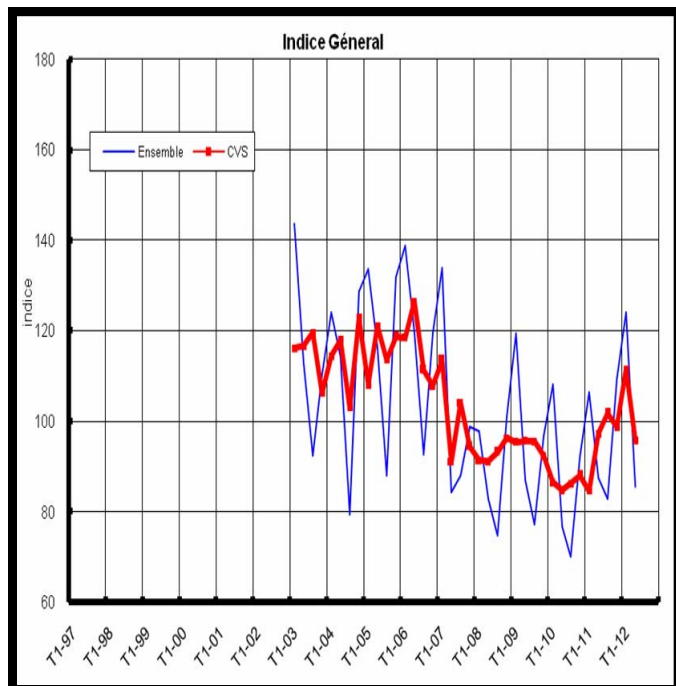
b-2 Sur la production du trimestre à venir (3^{ème} trimestre 2012)

- **18,7%** prétendent augmenter leur production (en majorité la branche électricité, gaz et eau et la branche fabrication de machines et matériels électriques) ;
- **34,4%** se prononcent pour la stabilité (en majorité la branche pétrolière, chimique et caoutchouc, plastique, et la branche papier, carton et édition, imprimerie) ;
- **46,9%** déclarent diminuer leur production (en majorité la branche agro-alimentaire et tabac, la branche textile et cuir, la branche bois et meubles ainsi que la branche métallique).

b-3 Sur l'évolution des prix de vente du prochain trimestre (3^{ème} trimestre 2012)

- **7,4%** pensent que les prix de vente augmenteront (en majorité la branche pétrolière, chimique et caoutchouc, plastique) ;
- **66,7%** se prononcent pour une stabilité des prix de vente (majoritairement la branche agro-alimentaire et tabac, la branche métallique et la branche papier, carton et édition, imprimerie) ;
- **25,9%** pensent qu'ils diminueront (a branche textile et cuir et la branche bois et meubles).

Graphique 5:



4- Le commerce extérieur

a- Les importations

Au 2^{ème} trimestre 2012, le volume des marchandises importées est de **1 280 000 tonnes** pour une valeur de **394,0 milliards FCFA** contre **1 150 000 tonnes** pour une valeur de **367,0 milliards FCFA** au 1^{er} trimestre 2012 et **1 236 000 tonnes** pour une valeur de **422,0 milliards FCFA** au 2^{ème} trimestre 2011. La valeur des intentions d'importation émises est évaluée à **478,7 milliards FCFA** contre **463,8 milliards FCFA** au trimestre précédent.

Les droits et taxes liquidés au 2^{ème} trimestre 2012 sont de **72,9 milliards FCFA** pour une prévision de **72,2 milliards FCFA** contre respectivement **67,2 milliards FCFA** et **77,7 milliards FCFA** 1^{er} trimestre 2012.

➤ Par rapport au 1^{er} trimestre 2012

La quantité totale des importations a augmenté de **11,3%** à cause de la hausse de **12,4%** enregistrée au niveau des produits pétroliers et de **11,0%** pour les produits non pétroliers. La valeur des importations globales s'est inscrite à la hausse de **7,3%** en liaison avec l'augmentation de **8,3%** de la valeur des marchandises solides importées. En revanche, la valeur des produits pétroliers importés chute légèrement de **0,7%**.

➤ Par rapport au 2^{ème} trimestre 2011

Le volume des importations globales s'est accru de **3,6%** du fait essentiellement de la hausse **14,9%** de la quantité de produits pétroliers importés tandis que celle des autres marchandises est restée presque stable (**+0,8%**). En revanche, la valeur totale des importations baisse de **6,7%** en rapport avec le repli de **31,0%** de la valeur des produits pétroliers et un fléchissement de **2,8%** de celle des marchandises solides.

Par ailleurs, la principale zone d'approvisionnement du Mali demeure la CEDEAO avec **61,0%** du volume total et **23,9%** de la valeur globale des importations à cause du niveau

élevé des importations en provenance de la zone UEMOA (**58,9%** du volume global et **22,8%** de la valeur totale). Toutefois, les produits pétroliers et le ciment constituent les principaux produits importés des pays de la CEDEAO. Du point de vue des quantités, les importations de la zone CEDEAO sont suivies par celles en provenance de l'Asie (**18,4%**) et de l'Union Européenne (**8,0%**). En valeur, l'Asie avec **27,7%** du total est classée comme la principale zone partenaire du Mali. Elle est suivie de l'Union Européenne avec **25,8%** et de la CEDEAO.

Au titre du classement des principaux pays partenaires commerciaux du Mali, le Sénégal est en tête avec **44,5%** des quantités globales importées. Il est suivi de la Côte d'Ivoire (**6,7%**) et de l'Inde (**5,8%**). Du point de vue de la valeur, la Chine se classe première avec **15,6%** du total, suivie du Sénégal (**11,2%**), et de la France (**10,2%**).

b- Les exportations

Les exportations totales s'élèvent à **249 032 tonnes** de marchandises pour une valeur de **284,5 milliards de FCFA** au 2^{ème} trimestre 2012. Elles sont de **172 829 tonnes** pour une valeur de **242,0 milliards FCFA** au trimestre précédent.

➤ Par rapport au 1^{er} trimestre 2012

Le volume global des marchandises exportées a augmenté de **44,1%** du fait essentiellement de la hausse **39,4%** de la quantité d'or et de **47,5%** des autres marchandises. Quant à la quantité de coton exportée, elle est en baisse légère de **1,8%**. En valeur, les exportations totales ont cru de **17,6%** avec une augmentation de **8,4%** et de **58,7%** respectivement pour les exportations d'or et des autres marchandises tandis que celles du coton affichent un recul de **4,2%**.

➤ Par rapport au 2^{ème} trimestre 2011

Les quantités globales exportées ont diminué légèrement de **0,7%** en dépit de l'accroissement de **68,6%** du volume de coton et de **25,5%** de celui de l'or. La baisse est imprimée par le recul de **2,6%** des autres marchandises exportées. Quant à la valeur globale, elle replie également de **3,8%** du fait de la baisse **8,4%** de la valeur d'or exporté. En revanche, les valeurs des exportations de coton et des autres marchandises affichent des remontées de niveau respectives de **54,8%** et de **9,7%**.

c- Le solde commercial et le taux de couverture

On observe une amélioration du solde commercial avec **-109 milliards FCFA** au 2^{ème} trimestre 2012, contre **-125,0 milliards FCFA** au 1^{er} trimestre 2012 et **-126,4 milliards FCFA** au 2^{ème} trimestre 2011. S'agissant du taux de couverture des importations par les exportations, il s'est établi à **72,2%** au 2^{ème} trimestre 2012 contre **65,9%** et **70,0%** respectivement au trimestre précédent et au 2^{ème} trimestre 2011.

5- Les finances publiques

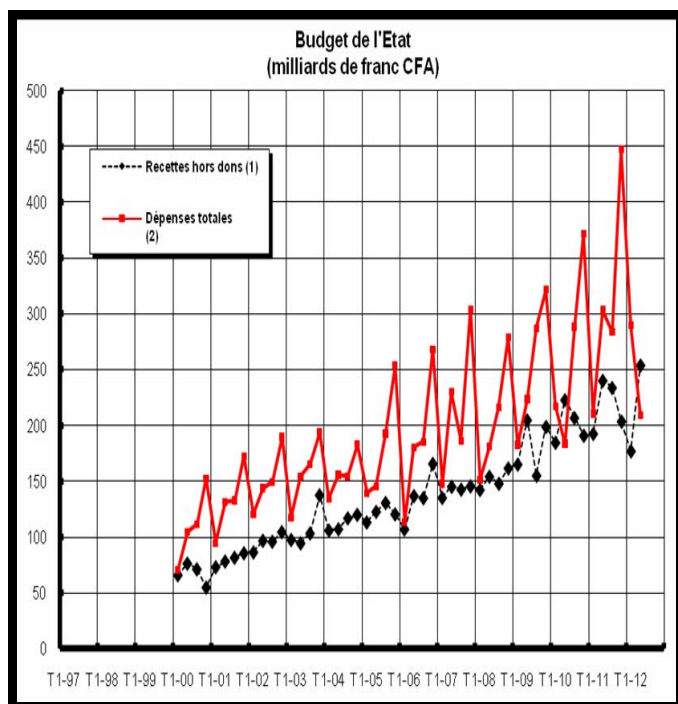
a- Les recettes

Par rapport au 1^{er} trimestre 2012, les recettes hors dons ont cru de **43,4%** au 2^{ème} trimestre 2012. La hausse est impulsée en partie par le relèvement du niveau de **8,2%** des recettes fiscales avec une augmentation de **63,2%** et de **3,9%** respectivement des impôts directs et indirects. A cela il faut noter l'accroissement de **3,0%** des recettes en capital au cours de la même période. Par rapport au 2^{ème} trimestre 2011, les recettes totales hors dons ont augmenté de **5,7%** du fait essentiellement de la hausse de **8,6%** des impôts directs et de **6,0%** pour les recettes provenant des

Etablissements Publics Nationaux. Il noter que la performance enregistrée au niveau des impôts directs est liée à leur caractère saisonnier et aux efforts de recouvrements déployés à la suite des actions de vérification menées.

En termes de cumul, à fin juin 2012 le niveau des recettes globales recule d'environ **2,0 milliards FCFA** par rapport à la même période de l'année 2011 en dépit de l'accroissement de **7,4%** et **4,3%** respectivement des impôts directs et indirects ainsi que la hausse de **6,6%** des recettes provenant des Etablissements Publics Nationaux. Le repli des recettes hors dons est lié en partie à l'augmentation du montant alloué au remboursement du crédit TVA de **10,7%**.

Graphique 6:



b- Les dépenses

Au titre du 2^{ème} trimestre 2012, les dépenses totales ont fortement diminué de **27,8%** par rapport au trimestre précédent. Le reflux est en relation principalement avec un recul de **9,0%** des dépenses courantes et une nette régression de **80,1%** des dépenses d'investissement. En effet, les dépenses d'investissement sur financement extérieur sont passées de **59,0 milliards FCFA** au 1^{er} trimestre 2012 à **1,8 milliards FCFA** au 2^{ème} trimestre 2012, soit une baisse de **97,0%**. Quant aux dépenses d'investissement sur ressources internes, elles baissent de **49,6%** sur la même période.

S'agissant du repli des dépenses courantes, il est surtout lié à la baisse de **35,0%** des dépenses relatives aux biens et services et de **25,7%** pour les transferts et subventions.

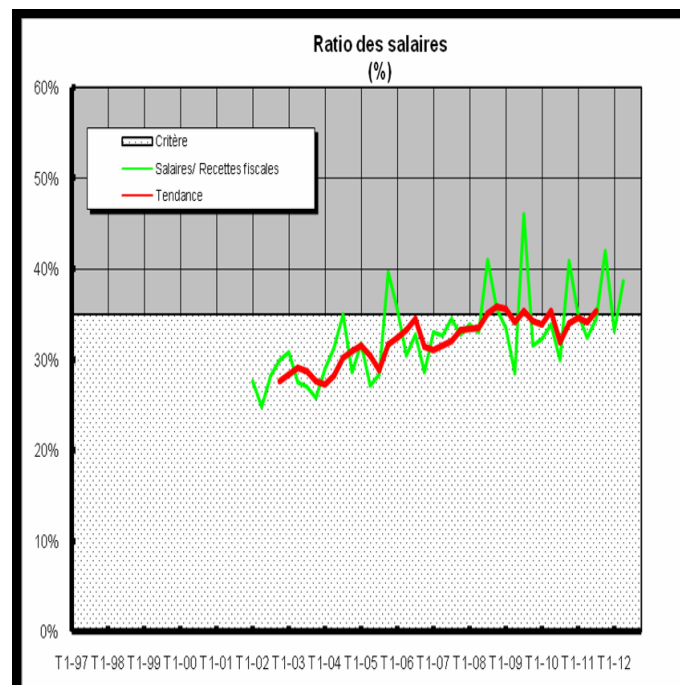
Par rapport au 2^{ème} trimestre 2011, les dépenses totales affichent une baisse de **31,1%** du fait des replis de **9,7%** et de **83,3%** enregistrés respectivement par les dépenses courantes et les dépenses d'investissement.

Par ailleurs, le cumul des dépenses totales à fin juin 2012 diminue de **3,0%** par rapport à fin juin 2011 malgré une augmentation des dépenses courantes de **9,5%**. La baisse est principalement en rapport avec les reflux de **44,1%** des dépenses d'investissement sur ressources extérieures, de **9,1%** pour les dépenses sur ressources internes et de la baisse de **24,4%** au titre des intérêts dus dont **18,7%** pour la dette intérieure et **31,7%** pour la dette extérieure.

Le solde budgétaire de base est ressorti à **88,3 milliards FCFA** au 2^{ème} trimestre 2012 et **-19,6 milliards FCFA** au 1^{er} trimestre 2012 contre **36,0 milliards FCFA** au 2^{ème} trimestre 2011.

Le ratio « salaires sur recettes fiscales » est de **+38,7%** et celui des « investissements réalisés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales » est de **+8,7%** contre respectivement **33,1%** et **18,7%** au trimestre précédent.

Graphique 7 :



6- La situation monétaire et la bourse

a- La situation monétaire

a-1 La masse monétaire

A fin juin 2012, la masse monétaire a légèrement baissé de **1,3%** par rapport à fin mars 2012 à cause du repli de **2,7%** des dépôts bancaires sur la même période. Quant à la circulation fiduciaire, elle n'est en hausse que de **1,9%**. En revanche, par rapport à fin juin 2011 la masse monétaire s'est accrue de **11,2%** du fait de l'augmentation de **1,8%** des dépôts bancaires et surtout de l'accroissement de **38,2%** de la circulation fiduciaire.

a-2 Les contreparties de la masse monétaire

- A la fin du 2^{ème} trimestre 2012, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis de **1,4 milliards FCFA** de moins que leur niveau à la fin du 1^{er} trimestre 2012 malgré la hausse de **52,2%** des avoirs extérieurs nets des banques commerciales sur la même période. En effet, la composante Banque Centrale affiche un recul de **11,5%**. Par rapport à fin juin 2011. De même, par rapport à la même période de l'année précédente, les avoirs extérieurs nets se sont contractés de **12,5%** en relation avec la détérioration de la position créditrice de la Banque Centrale de **17,0%**. Tandis que le niveau des avoirs extérieurs nets des banques commerciales se relève de **2,3%**.

Par ailleurs, sur la base de la valeur moyenne des importations des cinq derniers trimestres, le niveau des avoirs extérieurs nets à fin juin 2012 correspond à un peu plus de **4 mois** d'importations contre plus de **5 mois** à fin juin 2011.

- A fin juin 2012, le crédit intérieur s'est accru de **32,5%** par rapport à fin juin 2011 à cause d'une amélioration du concours au secteur privé de **144,3 milliards FCFA**. Par rapport à mars 2012, le crédit intérieur se renforce de **2,3%** du fait d'une diminution des avoirs extérieurs nets de **1,4 milliards FCFA** sur la même période.

- S'agissant de l'encours du crédit à l'économie, on observe une légère baisse de **1,9%** par rapport à mars 2012. Le repli pourrait s'expliquer par le fait que le 2^{ème} trimestre 2012 est marqué par une crise socio politique qui a conduit à un climat de méfiance entre le secteur financier et les opérateurs économiques. En revanche, le niveau du crédit à l'économie affiche une variation positive de **16,3%** par rapport à fin juin 2011. Ce qui dénote peu à peu une détente de la situation.

- Quant à la PNG, elle s'est contractée de **27,0%** par rapport à fin mars 2012 malgré un raffermissement de **35,8 milliards FCFA** des créances de l'Etat auprès des banques commerciales et une diminution de **15,2 milliards FCFA** des dettes de l'Etat auprès de celles-ci. Le repli s'explique par une baisse **91,9 milliards FCFA** des créances de l'Etat auprès de l'Institut d'Emission sur la même période. Par rapport à fin juin 2011, la PNG se détériore davantage. En effet, elle recule de **42,2%** en dépit d'un relèvement de niveau de **11,3 milliards FCFA** des créances de l'Etat auprès des banques commerciales. La baisse est surtout imputable à une augmentation de **6,1 milliards FCFA** du concours de la banque centrale en faveur de l'Etat.

b- La Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)

L'activité boursière au 2^{ème} trimestre 2012 s'est améliorée par rapport au 1^{er} trimestre 2012. En moyenne, l'indice BRVM-10 a progressé de **2,6%** et l'indice BRVM composite a rebondi de **2,9%** sur la même période. Par rapport au 2^{ème} trimestre 2011, l'activité boursière est moins intense. En effet, l'indice BRVM affiche un reflux de **5,1%** tandis que l'indice BRVM composite fléchit de **4,7%**. Pour le prochain trimestre on pourrait prévoir une baisse par rapport au deux premiers trimestres de 2012 compte tenu de l'instabilité boursière européenne.

7- Les services

a- Les transports

La situation du transport ferroviaire se dégrade d'un trimestre à l'autre. En effet, la composante « transport de marchandises » chute en moyenne de **6,4%** par rapport au trimestre précédent et de **21,0%** par rapport au 2^{ème} trimestre 2011. S'agissant du transport passager, il régresse de **19,1%** par rapport au 1^{er} trimestre 2012 et de **30,8%** par rapport au 2^{ème} trimestre 2011. Au regard de l'importance du réseau ferroviaire dans le sous secteur des transports, il apparaît impérieux que des réflexions soient très vite menées en vue de permettre à la société de retrouver ses marques d'antan.

A l'instar du transport ferroviaire, le trafic aérien suscite des inquiétudes. Ainsi, le fret a enregistré un reflux de **23,8%** au 2^{ème} trimestre 2012 par rapport au 2^{ème} trimestre 2011.

Quant au transport passager, il régresse de **12,4%** et de **3,4%** respectivement par rapport au trimestre précédent et par rapport à la même période en 2011. La morosité affichée par l'activité du transport aérien est la résultante de la dégradation du climat socio politique et de l'insécurité qui sévit dans la partie nord du pays.

b- Les télécommunications

Malgré les pertes subies en matière d'infrastructures du fait de la crise dans la partie nord du Mali, le volume du trafic

téléphonique n'a pas été affecté tel que la situation le présageait au 2^{ème} trimestre 2012. Les nombres d'abonnés au mobile et au fixe continuent de croître.

Le volume du temps d'appels en provenance de l'extérieur baisse de **6,4%** par rapport au 1^{er} trimestre 2012. Par rapport à la même période en 2011, il est en hausse de **4,7%**. En ce qui concerne, le temps d'appel émis vers l'extérieur, il est en nette augmentation de **12,8%** par rapport au 2^{ème} trimestre 2011 même s'il affiche une certaine stabilité par rapport au trimestre précédent.

c- Le tourisme et l'hôtellerie

Le tourisme et l'hôtellerie sont les sous secteurs les plus affectés par les effets néfastes de la crise socio politique et sécuritaire que connaît le pays selon les données provenant des services de l'Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie (OMATHO). En effet, le nombre de visiteurs entrés au niveau de l'aéroport de Bamako Senou au 2^{ème} trimestre 2012 est en forte baisse de **55,5%** par rapport au 1^{er} trimestre 2012 et de **35,9%** par rapport au 2^{ème} trimestre 2011. La baisse est évaluée à **18,3%** au 1^{er} semestre 2012 par rapport à la même période en 2011. En outre, les hôtels en pâtiront fortement du repli de l'afflux des touristes. L'analyse du nombre d'arrivées des visiteurs dans les établissements d'hébergement au 2^{ème} trimestre 2012 est en nette régression de **83,0%** par rapport au 1^{er} trimestre 2012 et de **95,0%** par rapport au 2^{ème} trimestre 2011. Le recul est estimé à **87,0%** au 1^{er} semestre 2012 par rapport au 1^{er} semestre 2011. Ce qui crée une situation intenable pour l'hôtellerie. Au total **44** hôtels ont été fermés selon l'OMATHO sur toute l'étendue du territoire de janvier 2012 à mi-juillet 2012. Les licenciements d'agents liés aux difficultés que connaissent les hôtels sont évalués à **208** et le nombre d'agents en chômage technique est de **739**. Cette situation entraîne un manque à gagner important pour les finances publiques en termes d'impôts et de taxes ainsi que pour le secteur de l'artisanat en matière de chiffres de d'affaires et augmente le taux de chômage.

8- L'emploi

L'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP), nous permet de faire un suivi de l'évolution trimestrielle du chômage entre le 2^{ème} trimestre 2011, et le 4^{ème} trimestre 2011.

Selon les résultats provisoires du 4^{ème} trimestre 2011, de l'Enquête Modulaire et Permanente auprès des Ménages (EMOP), au Mali, le taux de chômage, au sens du BIT, passe **10,5%** au 2^{ème} trimestre 2011 à **9,2%** au 4^{ème} trimestre 2011. Tout comme au cours de la période d'avril à juin 2011, il ressort que les femmes sont les plus touchées par le phénomène durant la période d'octobre à décembre 2011 avec **11,9%** contre **6,9%** pour les hommes. Toutefois, contrairement au 2^{ème} trimestre 2011, on constate que le chômage est moins élevé en milieu urbain (**7,2%**) qu'en milieu rural (**9,8%**). S'agissant du taux de chômage parmi la population jeune de 15 à 24 ans, il est de **5,6%** contre **5,5%** au 2^{ème} trimestre 2011. Par région, Kidal demeure encore la région où le chômage des jeunes est plus élevé avec de **32,3%**. Il est plus faible à Sikasso avec **2,1%**.

Conclusions et perspectives

A la fin du 2^{ème} trimestre 2012, la reprise de l'activité mondiale amorcée au cours du trimestre précédent s'est quelque peu estompée. Les prévisions pour l'année 2012 sur l'augmentation des cours du pétrole seraient revues à la baisse de **2,1%** et ceux des produits hors combustibles de **12,0%**.

Au Mali, l'analyse de l'évolution de la conjoncture économique au cours du 2^{ème} trimestre fait ressortir un fléchissement notoire dans les branches de l'hôtellerie et des BTP, ceci à travers l'évolution de l'occupation des hôtels et l'importation des matériaux de construction. Ainsi, au niveau de l'hôtellerie, 208 personnes ont perdu leur emploi et 739 personnes sont en chômage technique au cours du 1^{er} semestre 2012.

Par ailleurs, la chute continue du cours du coton suscite quelques inquiétudes.

La crise alimentaire est relativement maîtrisée. Toutefois, le critère de l'UEMOA sur le taux d'inflation ne pourrait pas être respecté en fin d'année au regard du niveau atteint au 1^{er} semestre 2012. L'évolution des recettes fiscales est satisfaisante par rapport aux objectifs visés.

Les perspectives donnent de l'espoir en ce qui concerne un bon déroulement de la campagne agricole.